

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE**

F. 2005 — 1024

[2005/201152]

15 AVRIL 2005. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 2 et § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu le décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 8 janvier 2004, 1^{er} avril 2004 et 27 mai 2004;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 30 novembre 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 décembre 2004;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 2 décembre 2004;

Vu le protocole n° 445 du Comité de secteur n° XVI, établi le 17 décembre 2004;

Vu l'avis n° 38.045/2 du Conseil d'Etat, donné le 9 février 2005, conformément à l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article LI.TII.10 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne est remplacé par la disposition suivante :

« Art. LI.TII.10. La procédure d'attribution d'un emploi peut commencer un an avant la date de sa vacance certaine pour un emploi de directeur ou un emploi d'encadrement, deux ans avant la date de sa vacance certaine pour un emploi de recrutement. ».

Art. 2. A l'article LI.TII.11 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} avril 2004, sont apportées les modifications suivantes :

1^o le point 4^o est remplacé par le point suivant :

« 4^o promotion par avancement de grade d'un agent appartenant au cadre organique où l'emploi est vacant »;

2^o un point 5^o est ajouté :

« 5^o mutation à la demande d'un agent n'appartenant pas au cadre organique où l'emploi est vacant »;

3^o un point 6^o est ajouté :

« 6^o promotion par avancement de grade d'un agent n'appartenant pas au cadre organique où l'emploi est vacant »;

4^o le second alinéa est remplacé par l'alinéa suivant :

« Toutefois, lorsqu'un emploi est libéré par mutation de son titulaire, il y est pourvu directement conformément à l'alinéa 1^{er}, 4^o. »

Art. 3. L'article LI.TII.12 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. LI.TII.12. § 1^{er}. Il est pourvu à la vacance d'un emploi d'encadrement successivement par :

1^o mutation à la demande d'un agent du cadre organique où l'emploi est vacant;

2^o promotion par avancement de grade d'un agent du cadre organique où l'emploi est vacant;

3^o mutation à la demande d'un agent n'appartenant pas au cadre organique où l'emploi est vacant;

4^o promotion par avancement de grade d'un agent n'appartenant pas au cadre organique où l'emploi est vacant.

Toutefois, lorsqu'un emploi est libéré par mutation de son titulaire, il y est pourvu directement conformément à l'alinéa 1^{er}, 2^o.

§ 2. Il est pourvu à la vacance d'un emploi de recrutement successivement par :

1^o promotion par accession au niveau supérieur d'un agent appartenant au cadre organique où l'emploi est vacant;

2^o mutation à la demande d'un agent appartenant au cadre organique où l'emploi est vacant;

3^o promotion par accession au niveau supérieur d'un agent n'appartenant pas au cadre organique où l'emploi est vacant;

4^o mutation à la demande d'un agent n'appartenant pas au cadre organique où l'emploi est vacant;

5^o recrutement. ».

Art. 4. L'article LI.TII.13, alinéa 2, du même arrêté est remplacé par l'alinéa suivant :

« Il est pourvu à leur vacance successivement par :

1^o mutation à la demande d'un agent appartenant au cadre organique où l'emploi est vacant;

2^o mutation à la demande d'un agent n'appartenant pas au cadre organique où l'emploi est vacant;

3^o recrutement. ».

Art. 5. Dans l'article LI.TIII.CV.2, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « A la fin de chaque trimestre » sont remplacés par les mots « Au début de chaque quatrimestre ».

Art. 6. L'article LI.TIII.CV.3 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. LI.TIII.CV.3. § 1^{er}. La promotion par avancement de grade est la nomination au grade immédiatement supérieur du même niveau que celui auquel appartient l'agent. Toutefois, un agent de rang A6 peut être promu par promotion par avancement de grade au grade de directeur.

§ 2. La promotion par avancement de grade à un emploi de directeur ou à un emploi d'encadrement est subordonnée à la vacance de cet emploi.

La promotion par avancement de grade produit ses effets le premier jour du mois qui suit la nomination. Néanmoins, lorsque l'emploi est encore occupé à la date de la nomination, celle-ci produit ses effets le premier jour du mois qui suit la date à laquelle il cesse effectivement d'être occupé.

§ 3. La promotion par avancement de grade à un emploi autre qu'un emploi de directeur ou un emploi d'encadrement produit ses effets le premier jour de chaque trimestre civil. ».

Art. 7. A l'article LI.TIII.CV.4, alinéa 1^{er}, du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1^o les mots « non compris les emplois d'encadrement » sont insérés entre les mots « promotion » et « s'établit »;

2^o les alinéas 2 et 3 sont remplacés par les alinéas suivants :

« Les emplois d'encadrement aux rangs A5, B1 et C1 sont identifiés par le service, la résidence administrative et un métier.

La procédure d'attribution des emplois de directeur, des emplois d'encadrement et des emplois de recrutement déclarés vacants est entamée le deuxième mois du quatrième trimestre civil.

Les promotions aux emplois autres que les emplois de directeur, les emplois d'encadrement et les emplois de recrutement sont accordées tous les trimestres civils aux agents au sein de leur service sans qu'ils aient à faire acte de candidature. ».

Art. 8. Un article LI.TIII.CV.6bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. LI.TIII.CV.6bis. La procédure d'appel à candidatures pour la mutation ou la promotion aux emplois déclarés vacants est fixée conformément aux alinéas 2 à 7.

Les conditions doivent être réunies du jour de la déclaration de vacance de l'emploi au jour de la mutation ou de la promotion.

L'appel aux candidats à la mutation ou à la promotion est envoyé simultanément par pli recommandé à la poste aux agents appartenant au cadre organique où l'emploi est vacant. A défaut de candidat, les emplois ouverts par mutation ou promotion aux agents appartenant aux autres cadres organiques font l'objet d'un unique appel aux candidats publié au *Moniteur belge*.

Sous peine de nullité, le délai de dépôt des candidatures est de vingt et un jours à compter, soit du deuxième jour ouvrable suivant celui du dépôt à la poste de l'appel aux candidats, soit de la publication de cet appel au *Moniteur belge*.

Sous peine de nullité, l'agent candidat à plusieurs emplois mentionne ses préférences par ordre décroissant et en chiffres arabes.

Sous peine de nullité, la candidature à tout emploi de directeur ou à tout emploi d'encadrement au rang A5 est motivée et accompagnée d'un curriculum vitae conforme au modèle figurant à l'annexe VI.

Les candidatures sont déposées par pli recommandé à la poste, sous peine de nullité. ».

Art. 9. L'article LI.TIII.CV.8 du même arrêté est abrogé.

Art. 10. L'article LI.TIII.CV.9, alinéa 1^{er}, du même arrêté est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le Comité de direction, élargi au fonctionnaire général de rang A3 dont relève l'emploi à pourvoir, établit une proposition provisoire de classement des candidats à la mutation au sein du même cadre organique. A défaut de candidat, il établit une proposition provisoire de classement des candidats à la promotion par avancement de grade au sein du même cadre organique. A défaut, une proposition provisoire de classement des candidats à la mutation au départ d'un autre cadre organique. A défaut, une proposition provisoire de classement des candidats à la promotion par avancement de grade au départ d'un autre cadre organique. La proposition provisoire de classement est motivée. Elle est notifiée aux candidats par lettre recommandée à La Poste avec accusé de réception. ».

Art. 11. L'article LI.TIII.CV.12 du même arrêté est abrogé.

Art. 12. A l'article LI.TIII.CV.13 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1^o le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Pour les emplois d'encadrement au rang B1 et au rang C1, le secrétaire général établit le classement des candidats à la mutation au sein du même cadre organique. A défaut de candidat, il établit le classement des candidats à la promotion par avancement de grade au sein du même cadre organique. A défaut, le classement des candidats à la mutation au départ d'un autre cadre organique. A défaut, le classement des candidats à la promotion par avancement de grade au départ d'un autre cadre organique. Le secrétaire général communique le classement au Gouvernement »;

2^o le § 2, alinéa 1^{er}, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Pour les emplois d'encadrement au rang A5, le Comité de direction, élargi au fonctionnaire général de rang A3 dont relève l'emploi à pourvoir, établit une proposition provisoire de classement des candidats à la mutation au sein du même cadre organique. A défaut de candidat, il établit une proposition provisoire de classement des candidats à la promotion par avancement de grade au sein du même cadre organique. A défaut, une proposition provisoire de classement des candidats à la mutation au départ d'un autre cadre organique. A défaut, une proposition provisoire de classement des candidats à la promotion par avancement de grade au départ d'un autre cadre organique. La proposition provisoire de classement est motivée. Elle est notifiée aux candidats par lettre recommandée à La Poste avec accusé de réception. ».

Art. 13. L'article LI.TIII.CV.16 du même arrêté est abrogé.

Art. 14. L'article LI.TIII.CV.17 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art.LI.TIII.CV.17. Le secrétaire général établit le classement des candidats à la promotion par accession au niveau supérieur et le communique au Gouvernement. »

Art. 15. Dans l'article LI.TIII.CVIII.1^{er}, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « à la demande de l'agent » sont insérés entre les mots « La mutation » et les mots « est le passage ».

Art. 16. L'article LI.TIII.CVIII.2 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. LI.TIII.CVIII.2. § 1^{er}. Les dispositions de l'article LI.TIII.CV.6bis sont applicables à la procédure de mutation visée par le présent chapitre.

S 2. Le présent paragraphe n'est pas applicable à la mutation aux emplois de directeur et aux emplois d'encadrement au rang A5.

Lorsque des raisons sociales ou familiales sont invoquées par l'agent, celui-ci est entendu par le service social. Il peut se faire assister de la personne de son choix. Le service social émet un avis motivé à l'attention du secrétaire général dans le mois de la demande. L'agent dont les raisons sont reconnues fondées est prioritaire.

En cas de candidatures multiples pour le même emploi, la mutation est accordée à l'agent du rang le plus élevé qui justifie de l'ancienneté la plus grande.

L'alinéa 3 est également applicable entre candidats dont les raisons sociales ou familiales sont reconnues fondées. ».

Art. 17. L'article LI.TIII.CVIII.3, alinéa 1^{er}, du même arrêté est remplacé par l'alinéa suivant :

« Art. LI.TIII.CVIII.3. Le secrétaire général établit le classement des candidats à la mutation aux emplois de recrutement et le communique au Gouvernement. »

Art. 18. Il est inséré dans le Livre premier, Titre III, du même arrêté, un chapitre IXbis, rédigé comme suit :

« Chapitre IXbis. — De la mutation d'office dans l'intérêt du service

Art. LI.TIII.CIXbis.1^{er}. La mutation d'office dans l'intérêt du service est le passage d'un agent d'un emploi d'un pool à un emploi de même niveau et de même métier d'un autre pool du même cadre organique ou d'un cadre organique différent.

La mutation d'office dans l'intérêt du service vers un emploi d'encadrement se fait au départ d'un emploi de même rang et de même métier. La mutation d'office dans l'intérêt du service au départ d'un emploi d'encadrement s'effectue sur un autre emploi d'encadrement de même rang et de même métier.

Art. LI.TIII.CIXbis.2. La mutation d'office dans l'intérêt du service qui n'entraîne pas de changement de résidence administrative ne nécessite pas l'accord de l'agent. Il peut toutefois faire valoir son point de vue avant la mutation d'office dans l'intérêt du service.

La mutation d'office dans l'intérêt du service qui entraîne un changement de résidence administrative nécessite l'accord de l'agent.

Art. LI.TIII.CIXbis.3. La mutation d'office dans l'intérêt du service est décidée par le Gouvernement ou par le secrétaire général sur avis favorable des directeurs généraux concernés selon que les deux emplois n'appartiennent pas ou appartiennent au même cadre organique. ».

Art. 19. L'intitulé du chapitre X du même arrêté est remplacé par l'intitulé suivant :

« Chapitre X. — De la réaffectation »

Art. 20. Dans l'article LI.TIII.CX.1^{er}, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « la mutation » sont remplacés par les mots « la réaffectation ».

Art. 21. Dans l'article LI.TXV.CII.6, § 3, du même arrêté, la deuxième phrase est abrogée.

Art. 22. Dans l'article LI.TXVI.2 du même arrêté, il est inséré un point 1^obis rédigé comme suit :

« 1^obis du titre III, chapitre VII, Du changement d'affectation, et chapitre IXbis, De la mutation d'office dans l'intérêt du service ». ».

Art. 23. Un article LI.TXVII.CII.2bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. LI.TXVII.CII.2bis. § 1^{er}. Il est pourvu à la vacance d'un emploi de directeur scientifique successivement par :

1^o affectation d'un agent possédant le grade de directeur scientifique, dont la dernière évaluation retient, au terme de son mandat, la mention « favorable » et qui n'est pas désigné pour un nouveau mandat;

2^o affectation d'un agent ayant possédé le grade d'attaché scientifique avant sa promotion au grade de conseiller, dont la dernière évaluation retient, au terme de son mandat, la mention « favorable », qui n'est pas désigné pour un nouveau mandat et qui remplit la condition visée à l'article LI.TXVII.CII.6, 5^o;

3^o mutation à la demande d'un agent du même grade appartenant au cadre organique où l'emploi est vacant;

4^o promotion par avancement de grade d'un agent appartenant au cadre organique où l'emploi est vacant;

5^o mutation à la demande d'un agent du même grade n'appartenant pas au cadre organique où l'emploi est vacant;

6^o promotion par avancement de grade d'un agent n'appartenant pas au cadre organique où l'emploi est vacant.

Toutefois, lorsqu'un emploi est libéré par mutation de son titulaire, il y est pourvu directement conformément à l'alinéa 1^{er}, 4^o.

§ 2. Il est pourvu à la vacance d'un emploi d'attaché scientifique successivement par :

1^o mutation à la demande d'un agent du même grade appartenant au cadre organique où l'emploi est vacant;

2^o mutation à la demande d'un agent du même grade n'appartenant pas au cadre organique où l'emploi est vacant;

3^o recrutement. ».

Art. 24. L'article LI.TXVII.CII.7 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. LI.TXVII.CII.7. Les dispositions de l'article LI.TIII.CV.6bis sont applicables aux procédures de mutation et de promotion visées par le présent titre. »

Art. 25. L'article LI.TXVII.CII.8 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. LI.TXVII.CII.8. La proposition du Comité de direction est établie conformément à l'article LI.TIII.CV.9 après avis du ou des jurys scientifiques concernés. ».

Art. 26. L'article LI.TXVII.CII.9 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. LI.TXVII.CII.9. Le classement du secrétaire général est établi conformément à l'article LI.TIII.CVIII.3 après avis des jurys scientifiques concernés. ».

Art. 27. L'article LI.TXVII.CII.10 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. LI.TXVII.CII.10. Les articles LI.TIII.CIX.1^{er} et 2 sont applicables à la permutation des attachés scientifiques. Toutefois, l'avis des jurys scientifiques concernés est requis. ».

Art. 28. Un article LI.TXVII.CII.10bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. LI.TXVII.CII.10bis. Les articles LI.TIII.CIXbis.1^{er} et 2 sont applicables à la mutation d'office dans l'intérêt du service des attachés scientifiques et des directeurs scientifiques. Toutefois, l'avis des jurys scientifiques concernés est requis. ».

Art. 29. Dans l'article LI.TXVIII.CI.2 du même arrêté, les mots « dimanche ou un jour férié légal » sont remplacés par les mots « un dimanche, un jour férié légal, le 27 septembre, le 2 novembre, le 15 novembre ou le 26 décembre ».

Art. 30. L'article LI.TXVIII.CIII.3, § 2, 1^o, 3^o, 4^o et 6^o, du même arrêté est abrogé.

Art. 31. Dans l'article LII.CVIII.3, § 2, les mots « Pour la première attribution des mandats » sont remplacés par les mots « Aussi longtemps que le premier brevet de management visé à l'article LII.CII.4 n'est pas délivré ».

Art. 32. A l'annexe II du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1^o dans la troisième colonne du tableau de la section 1^{re}, l'énumération est complétée comme suit :

« 92. ouvrier forestier domanial »;

2^o la première phrase de la section II est remplacée par la phrase suivante :

« La ou les épreuves de base ont pour but d'évaluer pour chaque métier tout ou partie des aptitudes suivantes ».

Art. 33. Les annexes V, VII, VIII et IX du même arrêté sont abrogées.

Art. 34. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*, à l'exception de l'article 21 qui produit ses effets le 1^{er} juillet 2004.

Art. 35. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 avril 2005.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2005 — 1024

[2005/201152]

15. APRIL 2005 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 ersetzen Artikels 87, § 2 und 3;

Aufgrund des Dekrets vom 22. Januar 1998 über das Statut des Personals bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen, insbesondere des Artikels 2;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes, abgeändert durch die Erlassen der Wallonischen Regierung vom 8. Januar 2004, vom 1. April 2004 und vom 27. Mai 2004;

Aufgrund des am 30. November 2004 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 2. Dezember 2004 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 2. Dezember 2004 gegebenen Einverständnisses des Ministers des öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des am 17. Dezember 2004 ausgefertigten Protokolls Nr. 445 des Sektorenausschusses XVI;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates Nr. 38.045/2 vom 9. Februar 2005, abgegeben in Anwendung von Artikel 84, § 1, Absatz 1, 1^o der koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Auf Vorschlag des Ministers des öffentlichen Dienstes;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel LI.TII.10 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

“Art. LI.TII.10. Das Verfahren für die Zuweisung einer Amtsstelle kann für eine Stelle eines Directors oder eine Führungsstelle ein Jahr vor dem Datum, an dem sie mit Sicherheit offen wird, und für eine Anwerbungsstelle zwei Jahre vor dem Datum, an dem sie mit Sicherheit offen wird, eingeleitet werden.”.

Art. 2 - Artikel LI.TII.11 desselben Erlasses, in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. April 2004 abgeänderten Fassung, wird wie folgt abgeändert:

1° Punkt 4 wird durch den folgenden Punkt ersetzt:

"4° Beförderung durch Aufsteigen in den nächsthöheren Dienstgrad eines Bediensteten, der dem Stellenplan, in dem die Stelle offen ist, angehört";

2° Ein Punkt 5° wird hinzugefügt:

"5° Versetzung auf Antrag eines Bediensteten, der dem Stellenplan, in dem die Stelle offen ist, nicht angehört";

3° Ein Punkt 6° wird hinzugefügt:

"6° Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad eines Bediensteten, der dem Stellenplan, in dem die Stelle offen ist, nicht angehört".

4° Der vierte Absatz wird durch den folgenden Absatz ersetzt:

"Wenn eine Stelle jedoch nach Versetzung ihres Inhabers frei wird, wird sie unmittelbar gemäß Absatz 1, 4° besetzt."

Art. 3 - Artikel LI.TII.12 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. LI.TII.12. § 1. Eine offene Führungsstelle wird aufeinanderfolgend besetzt durch:

1° Versetzung auf Antrag eines Bediensteten des Stellenplans, in dem die Stelle offen ist;

2° Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad eines Bediensteten des Stellenplans, in dem die Stelle offen ist;

3° Versetzung auf Antrag eines Bediensteten, der dem Stellenplan, in dem die Stelle offen ist, nicht angehört;

4° Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad eines Bediensteten, der dem Stellenplan, in dem die Stelle offen ist, nicht angehört.

Wenn eine Stelle nach Versetzung ihres Inhabers frei wird, wird sie jedoch unmittelbar gemäß Absatz 1, 2° besetzt.

§ 2. Eine offene Anwerbungsstelle wird aufeinanderfolgend besetzt durch:

1° Beförderung durch Aufstieg in die höhere Stufe eines Bediensteten, der dem Stellenplan, in dem die Stelle offen ist, angehört;

2° Versetzung auf Antrag eines Bediensteten, der dem Stellenplan, in dem die Stelle offen ist, angehört;

3° Beförderung durch Aufstieg in die höhere Stufe eines Bediensteten, der dem Stellenplan, in dem die Stelle offen ist, nicht angehört;

4° Versetzung auf Antrag eines Bediensteten, der dem Stellenplan, in dem die Stelle offen ist, nicht angehört;

5° Anwerbung."

Art. 4 - Artikel LI.TII.13, Absatz 2 desselben Erlasses wird durch folgenden Absatz ersetzt:

"Eine solche offene Stelle wird aufeinanderfolgend besetzt durch:

1° Versetzung auf Antrag eines Bediensteten, der dem Stellenplan, in dem die Stelle offen ist, angehört;

2° Versetzung auf Antrag eines Bediensteten, der dem Stellenplan, in dem die Stelle offen ist, nicht angehört;

3° Anwerbung."

Art. 5 - In Artikel LI.TIII.CV.2, Absatz 1 desselben Erlasses wird der Wortlaut "Am Ende jedes Kalenderquartals" durch den Wortlaut "Am Anfang jedes Zeitraums von vier Monaten" ersetzt.

Art. 6 - Artikel LI.TIII.CV.3 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. LI.TIII.CV.3. § 1. Die Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad ist die Ernennung in den nächsthöheren Dienstgrad innerhalb der Stufe, die der Stufe des Bediensteten entspricht. Jedoch kann ein Bediensteter des Ranges A6 durch Aufsteigen im Dienstgrad zum Grad eines Direktors befördert werden.

§ 2. Die Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad in eine Stelle eines Direktors oder in eine Führungsstelle setzt voraus, dass diese Stelle offen ist.

Die Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad wird am ersten Tag des Monats nach der Ernennung wirksam. Wenn die Stelle am Tag der Ernennung jedoch noch besetzt ist, wird diese am ersten Tag des Monats nach dem Tag, an dem sie tatsächlich nicht mehr besetzt wird, wirksam.

§ 3. Die Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad in eine andere Stelle als eine Stelle eines Direktors oder eine Führungsstelle wird am ersten Tag jedes Kalenderquartals wirksam."

Art. 7 - Artikel LI.TIII.CV.4. Absatz 1 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° Der Wortlaut "mit Ausnahme der Führungsstellen" wird zwischen die Wörter "Beförderungsstellen" und "wird" eingefügt.

2° Absätze 2 und 3 werden durch folgende Absätze ersetzt:

"Die Führungsstellen in den Diensträngen A5, B1 und C1 werden durch Dienststelle, Amtssitz und Beruf identifiziert.

Das Verfahren zur Zuteilung der Stellen eines Direktors, der Führungsstellen und die Anwerbungsstellen, die für offen erklärt sind, wird im zweiten Monat des Zeitraums von vier Monaten eingeleitet.

Die Beförderungen zu den anderen Stellen als den Stellen eines Direktors, den Führungsstellen und der Anwerbungsstellen werden den Bediensteten jedes Kalenderquartal innerhalb ihrer Dienststelle gewährt, ohne dass sie sich bewerben".

Art. 8 - Ein Artikel LI.TIII.CV.6bis mit folgendem Wortlaut wird in denselben Erlass eingefügt:

"Artikel LI.TIII.CV.6bis. Das Verfahren zum Bewerbungsaufruf für die Versetzung oder die Beförderung zu den als offen erklärten Stellen wird gemäß den Absätzen 2 bis 7 festgelegt.

Die Bedingungen müssen ab dem Tage, an dem die Stelle als offen erklärt wird, bis zum Tage der Versetzung oder der Beförderung erfüllt werden.

Der Aufruf an die Bewerber für die Versetzung oder die Beförderung wird den Bediensteten, die dem Stellenplan, in dem die Stelle offen ist, angehören, gleichzeitig mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief zugeschickt. In Ermangelung von Bewerbern sind die Stellen, die den Bediensteten, die den anderen Stellenplänen angehören, durch Versetzung oder Beförderung offen stehen, Gegenstand eines einzigen im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlichten Aufrufs.

Unter Gefahr der Nichtigkeit beträgt die Bewerbungsfrist einundzwanzig Tage und zwar entweder ab dem zweiten Werktag nach der Aufgabe des Aufrufs an die Bewerber oder ab der Veröffentlichung dieses Aufrufs im *Belgischen Staatsblatt*.

Unter Gefahr der Nichtigkeit gibt der Bedienstete, der sich um mehrere Stellen bewirbt, seine Vorzüge in abnehmender Reihenfolge und durch a.Z. gekennzeichnet an.

Unter Gefahr der Nichtigkeit wird die Bewerbung um jede Stelle eines Direktors oder um jede Führungsstelle im Dienstrang A5 mit Gründen und mit einem schriftlichen Lebenslauf, der dem in der Anlage IV stehenden Muster entspricht, versehen.

Die Bewerbungen werden unter Gefahr der Nichtigkeit per Einschreibebrief bei der Post aufgegeben."

Art. 9 - Artikel LI.TII.CV.8 desselben Erlasses wird aufgehoben.

Art. 10 - Artikel LI.TIII.CV.9, Absatz 1 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Der Direktionsausschuss, der um den für die zu vergebende Stelle zuständigen Generalbeamten des Dienstrangs A3 erweitert wird, erstellt einen vorläufigen Vorschlag zur Einstufung der Bewerber für eine Versetzung innerhalb desselben Stellenplans. In Ermangelung von Bewerbern erstellt er einen vorläufigen Vorschlag zur Einstufung der Bewerber für eine Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad innerhalb desselben Stellenplans. Mangels dessen erstellt er einen vorläufigen Vorschlag zur Einstufung der Bewerber für eine Versetzung aus einem anderen Stellenplan. Mangels dessen erstellt er einen vorläufigen Vorschlag zur Einstufung der Bewerber für eine Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad aus einem anderen Stellenplan. Der vorläufige Einstufungsvorschlag wird mit Gründen versehen. Er wird den Bewerbern per Einschreiben mit Empfangsbestätigung, das bei der Post aufgegeben wurde, mitgeteilt."

Art. 11 - Artikel LI.TIII.CV.12 desselben Erlasses wird aufgehoben.

Art. 12 - Artikel LI.TIII.CV.13 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° § 1 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"§ 1. Für die Führungstätigkeiten im Dienstrang B1 und im Dienstrang C1 legt der Generalsekretär die Einstufung der Bewerber für die Versetzung innerhalb desselben Stellenplans fest. In Ermangelung von Bewerbern legt er eine Einstufung der Bewerber für die Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad innerhalb desselben Stellenplans fest. Mangels dessen legt er eine Einstufung der Bewerber für die Versetzung aus einem anderen Stellenplan fest. Mangels dessen legt er eine Einstufung der Bewerber für die Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad aus einem anderen Stellenplan fest. Der Generalsekretär teilt der Regierung die Einstufung mit";

2° § 2, Absatz 1 wird durch den folgenden Absatz ersetzt:

"Für die Führungstätigkeiten im Dienstrang A5 erstellt der Direktionsausschuss, der um den für die zu vergebende Stelle zuständigen Generalbeamten des Dienstrangs A3 erweitert wird, einen vorläufigen Vorschlag zur Einstufung der Bewerber für die Versetzung innerhalb desselben Stellenplans. In Ermangelung von Bewerbern für eine Versetzung erstellt er einen vorläufigen Vorschlag zur Einstufung der Bewerber für die Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad innerhalb desselben Stellenplans. In Ermangelung von Bewerbern für eine Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad erstellt er einen vorläufigen Vorschlag zur Einstufung der Bewerber für eine Versetzung aus einem anderen Stellenplan. In Ermangelung von Bewerbern erstellt er einen vorläufigen Vorschlag zur Einstufung der Bewerber für die Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad aus einem anderen Stellenplan. Der vorläufige Einstufungsvorschlag wird mit Gründen versehen. Er wird den Bewerbern per Einschreiben mit Empfangsbestätigung, das bei der Post aufgegeben wurde, mitgeteilt."

Art. 13 - Artikel LI.TIII.CV.16 desselben Erlasses wird aufgehoben.

Art. 14 - Artikel LI.TIII.CV.17 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. LI.TIII.CV.17. Der Generalsekretär legt die Einstufung der Bewerber für die Beförderung durch Aufstieg in die höhere Stufe fest und übermittelt sie der Regierung.

Art. 15 - In Artikel LI.TIII.CVIII.1, Absatz 1 desselben Erlasses wird der Wortlaut "auf Antrag des Bediensteten" zwischen die Wörter "Die Versetzung" und "ist" eingefügt.

Art. 16 - Artikel LI.TIII.CVIII.2 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. LI.TIII.CVIII.2. § 1. Die Bestimmungen von Artikel LI.TIII.CV.6bis finden Anwendung auf das im vorliegenden Kapitel erwähnte Versetzungsverfahren.

§ 2. Der vorliegende Paragraph ist auf die Versetzung in Stellen eines Direktors oder zu Führungsstellen des Rangs A5 nicht anwendbar.

Wenn der Bedienstete soziale oder familiäre Gründe geltend macht, wird dieser durch den Sozialdienst angehört. Er kann sich eine Person seiner Wahl als Beistand heranziehen. Der Sozialdienst übermittelt dem Generalsekretär innerhalb eines Monats nach dem Antrag ein begründetes Gutachten. Der Bedienstete, dessen soziale oder familiäre Gründe als zulässig anerkannt werden, hat Vorrang.

Im Fall mehrerer Bewerbungen für dieselbe Stelle wird die Versetzung dem Bediensteten mit dem höchsten Dienstrang, der das höchste Dienstalter hat, gewährt.

Absatz 3 findet ebenfalls Anwendung auf die Bewerber, deren soziale oder familiäre Gründe als zulässig anerkannt worden sind".

Art. 17 - Artikel LI.TIII.CVIII.3, Absatz 1 desselben Erlasses wird durch folgenden Absatz ersetzt:

"Art. LI.TIII.CVIII.3. Der Generalsekretär legt die Einstufung der Bewerber für die Versetzung zu den Anwerbungsstellen fest und teilt sie der Regierung mit."

Art. 18 - Ein Kapitel *IXbis* mit folgendem Wortlaut wird in das Buch Eins, Titel III desselben Erlasses eingefügt:

"Kapitel *IXbis* - Versetzung von Amts wegen im Interesse des Dienstes

Art. LI.TIII.CIXbis.1. Die Versetzung von Amts wegen im Interesse des Dienstes ist der Übergang eines Bediensteten von einer Stelle eines Pools zu einer Stelle der gleichen Stufe und des gleichen Berufs eines anderen Pools desselben Stellenplans oder eines anderen Stellenplans.

Wenn bei der Versetzung von Amts wegen im Interesse des Dienstes dem Bediensteten eine Führungsstelle zugewiesen wird, muss der Bedienstete anfangs den gleichen Dienstrang innehaben und den gleichen Beruf ausüben. Bei einer Versetzung von Amts wegen im Interesse des Dienstes eines Bediensteten, der eine Führungsstelle besitzt, in eine andere Führungsstelle muss der Bedienstete den gleichen Dienstrang behalten und den gleichen Beruf weiterhin ausüben.

Art. LI.TIII.CIXbis.2. Die Versetzung von Amts wegen im Interesse des Dienstes, die keine Änderung des Amtssitzes nach sich zieht, setzt nicht das Einverständnis des Bediensteten voraus. Er kann jedoch vor der Versetzung von Amts wegen im Interesse des Dienstes seine Meinung vorbringen.

Die Versetzung von Amts wegen im Interesse des Dienstes, die eine Änderung des Amtssitzes nach sich zieht, setzt das Einverständnis des Bediensteten voraus.

Art. LI.TIII.CIXbis.3. Die Versetzung von Amts wegen im Interesse des Dienstes wird durch die Regierung oder den Generalsekretär auf der Grundlage eines günstigem Gutachtens der betroffenen Generaldirektoren, je nachdem ob die beiden Stellen demselben Stellenplan angehören oder nicht, beschlossen."

Art. 19 - Die Überschrift des Kapitels X desselben Erlasses wird durch die folgende Überschrift ersetzt:

"Kapitel X - Die Wiederzuweisung"

Art. 20 - In Artikel LI.TIII.CX.1, Absatz 1 desselben Erlasses wird der Wortlaut "die Versetzung" durch den Wortlaut "die Wiederzuweisung" ersetzt.

Art. 21 - In Artikel LI.TXV.CII.6, § 3 desselben Erlasses wird der zweite Satz gestrichen.

Art. 22 - In Artikel LI.TXVI.2 desselben Erlasses wird ein Punkt 1°*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"1°*bis*, Titel III, Kapitel VII, Änderung der Dienststelle und Kapitel *IXbis*, Versetzung von Amts wegen im Interesse des Dienstes".

Art. 23 - Ein Artikel LI.TXVII.CII.2*bis* mit folgendem Wortlaut wird in denselben Erlass eingefügt.

"Art. LI.TXVII.CII.2*bis*. § 1. Die offene Stelle eines wissenschaftlichen Direktors wird aufeinanderfolgend besetzt durch:

1° Zuweisung eines Bediensteten, der den Dienstgrad eines wissenschaftlichen Direktors bekleidet, dessen letzte Beurteilung nach Ablauf seines Mandats den Vermerk "günstig" erhält, und für den ein neues Mandat nicht bezeichnet wird;

2° Zuweisung eines Bediensteten, der vor seine Beförderung zum Dienstgrad eines Beraters den Dienstgrad eines wissenschaftlichen Attachés bekleidete, dessen letzte Beurteilung nach Ablauf seines Mandats den Vermerk "günstig" erhält, für den ein neues Mandat nicht bezeichnet wird, und der die in Artikel LI.TXVII.CII.6.5° erwähnte Bedingung erfüllt;

3° Versetzung auf Antrag eines Bediensteten desselben Dienstgrades, der dem Stellenplan, in dem die Stelle offen ist, angehört;

4° Beförderung durch Aufsteigen in den nächsthöheren Dienstgrad eines Bediensteten, der dem Stellenplan, in dem die Stelle offen ist, angehört;

5° Versetzung auf Antrag eines Bediensteten desselben Dienstgrades, der dem Stellenplan, in dem die Stelle offen ist, nicht angehört;

6° Beförderung durch Aufsteigen in den nächsthöheren Dienstgrad eines Bediensteten, der dem Stellenplan, in dem die Stelle offen ist, nicht angehört.

Wenn eine Stelle nach Versetzung ihres Inhabers frei wird, wird sie jedoch unmittelbar gemäß Absatz 1, 4° besetzt.

§ 2. Eine offene Stelle eines wissenschaftlichen Attachés wird aufeinanderfolgend besetzt durch:

1° Versetzung auf Antrag eines Bediensteten desselben Dienstgrades, der dem Stellenplan, in dem die Stelle offen ist, angehört;

2° Versetzung auf Antrag eines Bediensteten desselben Dienstgrades, der dem Stellenplan, in dem die Stelle offen ist, nicht angehört;

3° Anwerbung."

Art. 24 - Artikel LI.TXVII.CII.7 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. LI.TXVII.CII.7. Die Bestimmungen von Artikel LI.TIII.CV.6*bis* finden Anwendung auf die im vorliegenden Titel erwähnten Verfahren zur Versetzung und Beförderung."

Art. 25 - Artikel LI.TXVII.CII.8 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. LI.TXVII.CII.8. Der Vorschlag des Direktionsrates wird gemäß Artikel LI.TIII.CV.9 nach Gutachten des bzw. der betroffenen wissenschaftlichen Prüfungsausschusses bzw. -ausschüsse erteilt."

Art. 26 - Artikel LI.TXVII.CII.9 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. LI.TXVII.CII.9. Die Einstufung durch den Generalsekretär wird gemäß Artikel LI.TIII.CVIII.3 nach Gutachten des bzw. der betroffenen wissenschaftlichen Prüfungsausschusses bzw. -ausschüsse festgelegt".

Art. 27 - Artikel LI.TXVII.CII.10 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

“Art. LI.TXVII.CII.10. Artikel LI.TIII.CIX.1 und 2 finden Anwendung auf den Stellentausch der wissenschaftlichen Attachés. Das Gutachten der betroffenen wissenschaftlichen Prüfungsausschüsse ist jedoch erforderlich.”.

Art. 28 - Ein Artikel LI.TXVII.CII.10bis mit folgendem Wortlaut wird in denselben Erlass eingefügt:

“Art. LI.TXVII.CII.10bis. Artikel LI.TIII.CIXbis 1 und 2 finden Anwendung auf die Versetzung der wissenschaftlichen Attachés und der wissenschaftlichen Direktoren von Amts wegen im Interesse des Dienstes. Das Gutachten der betroffenen wissenschaftlichen Prüfungsausschüsse ist jedoch erforderlich.”.

Art. 29 - In Artikel LI.TXVIII.CI.2 desselben Erlasses wird der Wortlaut “ein Sonntag oder ein gesetzlicher Feiertag” durch den Wortlaut “ein Sonntag, ein gesetzlicher Feiertag, der 27. September, der 2. November, der 15. November oder der 26. Dezember” ersetzt.

Art. 30 - Artikel LI.TXVIII.CIII.3, § 2, 1°, 3°, 4° und 6° desselben Erlasses wird aufgehoben.

Art. 31 - In Artikel LII.CVIII.3, § 2 wird der Wortlaut “Für die erste Zuteilung der Mandate” durch den Wortlaut “Solange das erste, in Artikel LII.CII.4 erwähnte Managementzeugnis nicht erteilt wird” ersetzt”.

Art. 32 - Die Anlage II zu demselben Erlass wird wie folgt abgeändert:

1° in der dritten Spalte der Tabelle des ersten Abschnitts wird die Aufführung wie folgt ergänzt:

“92. Forstarbeiter in den staatlichen Forstgebieten”;

1° der erste Satz des Abschnitts II wird durch den folgenden Satz ersetzt:

“Ziel der Grundprüfung(en) ist es, die nachfolgenden Fähigkeiten für jeden Beruf ganz oder teilweise zu bewerten”.

Art. 33 - Die Anlagen V, VII, VIII und IX zu demselben Erlass werden aufgehoben.

Art. 34 - Der vorliegende Erlass tritt am ersten Tag des Monats, der auf den Monat folgt, im Laufe dessen er im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht worden ist, in Kraft, mit Ausnahme von Artikel 21 der am 1. Juli 2004 wirksam wird.

Art. 35 - Der Minister des öffentlichen Dienstes wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
Namur, den 15. April 2005

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ph. COURARD

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2005 — 1024

[2005/201152]

15 APRIL 2005. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarenkode

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 2 en § 3, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het decreet van 22 januari 1998 houdende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarenkode, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 8 januari 2004, 1 april 2004 en 27 mei 2004;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 30 november 2004;

Gelet op de instemming van de minister van Begroting, gegeven op 2 december 2004;

Gelet op de instemming van de minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 2 december 2004;

Gelet op protocol nr. 445 van Sectorcomité nr. XVI, opgesteld op 17 december 2004;

Gelet op advies nr. 38.045/2 van de Raad van State, gegeven op 9 februari 2005, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel LI.TII.10 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarenkode wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. LI.TII.10. De procedure voor de toewijzing van een betrekking kan voor een directeursbetrekking of een stafffunctie één jaar voor de datum waarop vaststaat dat de betrekking vacant wordt aanvangen, twee jaar voor de datum waarop vaststaat dat de betrekking vacant wordt voor een wervingsbetrekking. »

Art. 2. In artikel LI.TII.11 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 april 2004, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 4° wordt vervangen door volgend punt :

« 4° bevordering door verhoging in graad van een ambtenaar die deel uitmaakt van de personeelsformatie waar de betrekking vacant is »;

2° er wordt een punt 5° toegevoegd :

« 5° mutatie op verzoek van een ambtenaar die niet deel uitmaakt van de personeelsformatie waar de betrekking vacant is »;

3° er wordt een punt 6° toegevoegd :

« 6° bevordering door verhoging in graad van een ambtenaar die niet deel uitmaakt van de personeelsformatie waar de betrekking vacant is »;

4° het tweede lid wordt vervangen door volgend lid :

« Indien een betrekking evenwel vrijkomt door mutatie van de titularis ervan, wordt ze onmiddellijk ingevuld overeenkomstig lid 1, 4°. »

Art. 3. Artikel LI.TII.12 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. LI.TII.12. § 1. Een vacante staffunctie wordt achtereenvolgens ingevuld bij :

1° mutatie op verzoek van een ambtenaar van de personeelsformatie waar de betrekking vacant is;

2° bevordering door verhoging in graad van een ambtenaar van de personeelsformatie waar de betrekking vacant is;

3° mutatie op verzoek van een ambtenaar van een andere personeelsformatie dan de personeelsformatie waar de betrekking vacant is;

4° bevordering door verhoging in graad van een ambtenaar van een andere personeelsformatie dan de personeelsformatie waar de betrekking vacant is.

Indien een betrekking vrij komt te staan door mutatie van diens titularis wordt ze evenwel rechstreeks ingevuld overeenkomstig § 1, 2°.

§ 2. Een vacante wervingsbetrekking wordt achtereenvolgens ingevuld bij :

1° bevordering door overgang naar het hogere niveau van een ambtenaar die behoort tot de personeelsformatie waar de betrekking vacant is;

2° mutatie op verzoek van een ambtenaar die tot de personeelsformatie behoort waar de betrekking vacant is;

3° bevordering door overgang naar het hogere niveau van een ambtenaar die niet behoort tot de personeelsformatie waar de betrekking vacant is;

4° mutatie op verzoek van een ambtenaar die niet behoort tot de personeelsformatie waar de betrekking vacant is;

5° werving. ».

Art. 4. Artikel LI.TII.13, lid 2, van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgend lid :

« Een vacature in die betrekkingen wordt achtereenvolgens ingevuld door :

1° mutatie op verzoek van een ambtenaar die behoort tot de personeelsformatie waar de betrekking vacant is;

2° mutatie op verzoek van een ambtenaar die niet behoort tot de personeelsformatie waar de betrekking vacant is;

3° werving. ».

Art. 5. In artikel LI.TIII.CV.2, lid 1, van hetzelfde besluit worden de woorden « Op het einde van elk kwartaal » vervangen door de woorden « Bij het begin van elk kwartaal ».

Art. 6. Artikel LI.TIII.CV.3 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. LI.TIII.CV.3. § 1. De bevordering door verhoging in graad is de benoeming in een onmiddellijk hogere graad van hetzelfde niveau als het niveau waartoe de ambtenaar behoort. Een ambtenaar van rang A6 kan evenwel bij bevordering door verhoging in graad in de graad van directeur worden benoemd.

§ 2. De bevordering door verhoging in graad tot een betrekking van directeur of een staffunctie wordt ondergeschikt gemaakt aan het leegstaan van die betrekking.

De bevordering door verhoging in graad heeft uitwerking de eerste dag van de maand volgend op de benoeming. Indien de betrekking evenwel nog bezet is op de datum van de benoeming, heeft de benoeming uitwerking de eerste dag van de maand volgend op de datum waarop de graad daadwerkelijk ophoudt bezet te zijn.

§ 3. De bevordering door verhoging in graad tot een andere betrekking dan een betrekking van directeur of een staffunctie heeft uitwerking de eerste dag van elk kwartaal van het kalenderjaar. ».

Art. 7. In artikel LI.TIII.CV.4, lid 1, van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° tussen de woorden « bevorderingsbetrekkingen » en « wordt » worden de woorden « ,de staffuncties niet inbegrepen, » ingevoegd;

2° leden 2 en 3 worden vervangen door volgende leden :

« De staffuncties in de rangen A5, B1 en C1 worden geïdentificeerd door de dienst, de administratieve standplaats en een beroep.

De procedure voor de toewijzing van de betrekkingen van directeur, de staffuncties en de vacant verklaarde wervingsbetrekkingen wordt aangevat in de loop van de tweede maand van het kalenderjaar.

De bevorderingen in de andere betrekkingen dan de betrekkingen van directeur, de staffuncties en de wervingsbetrekkingen worden elk kwartaal toegewezen aan de personeelsleden in hun dienst zonder dat ze zich kandidaat moeten stellen. »

Art. 8. Een artikel LI.TIII.CV.6bis, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Art. LI.TIII.CV.6bis. De procedure van oproep tot de kandidaten voor de mutatie of de bevordering in de vacant verklaarde betrekkingen wordt vastgesteld overeenkomstig de leden 2 tot en met 7.

De voorwaarden moeten verenigd zijn van de dag waarop de betrekking vacant wordt verklaard tot de dag van de mutatie of de bevordering.

De oproep tot de kandidaten voor de mutatie of de bevordering wordt gelijktijdig bij ter post aangetekend schrijven verstuurd naar de ambtenaren die deel uitmaken van de personeelsformatie waar de betrekking vacant is. Bij gebreke van kandidaten wordt voor de betrekkingen die bij mutatie of bevordering open komen te staan voor de ambtenaren die deel uitmaken van de andere personeelsformaties een enige oproep tot de kandidaten bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Op straffe van nietigheid bedraagt de termijn voor de indiening van de kandidaturen éénentwintig dagen te rekenen ofwel van de tweede werkdag volgend op de dag van de indiening bij De Post van de oproep tot de kandidaten ofwel van de bekendmaking van die oproep in het *Belgisch Staatsblad*.

Op straffe van nietigheid vermeldt de ambtenaar die kandidaat is voor meerdere betrekkingen zijn voorkeur in dalende volgorde en in Arabische cijfers.

Op straffe van nietigheid dient de kandidatuur voor elke betrekking van directeur of elke staffunctie in de rang A5 gemotiveerd te zijn en een curriculum vitae in overeenstemming met het model in bijlage VI als bijlage te hebben.

De kandidaturen worden ingediend bij ter post aangetekend schrijven, op straffe van nietigheid. ».

Art. 9. Artikel LI.TIII.CV.8 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 10. Artikel LI.TIII.CV.9, lid 1, van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgend lid :

« Het directiecomité, uitgebreid met de ambtenaar-generaal van rang A3 onder wie de in te vullen betrekking ressorteert, stelt een voorlopig voorstel van rangschikking van de kandidaten voor de mutatie binnen dezelfde personeelsformatie vast. Bij gebreke van kandidaten stelt het een voorlopig voorstel van rangschikking van de kandidaten voor de promotie door verhoging in graad in dezelfde personeelsformatie vast. Bij ontstentenis stelt het een voorlopig voorstel van rangschikking van de kandidaten voor de mutatie vanuit een andere personeelsformatie vast. Bij ontstentenis stelt het een voorlopig voorstel van rangschikking van de kandidaten voor de bevordering door verhoging in graad vanuit een andere personeelsformatie vast. Het voorlopig voorstel van rangschikking wordt gemotiveerd. Daarvan wordt bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst aan de kandidaten kennis gegeven. ».

Art. 11. Artikel LI.TIII.CV.12 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 12. In artikel LI.TIII.CV.13 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen door volgende bepaling :

« § 1. Voor de staffuncties in rang B1 en in rang C1 stelt de secretaris-generaal de rangschikking van de kandidaten voor de mutatie in dezelfde personeelsformatie vast. Bij gebreke van kandidaten stelt hij de rangschikking van de kandidaten voor de bevordering door verhoging in graad in dezelfde personeelsformatie vast. Bij ontstentenis, de rangschikking van de kandidaten voor de mutatie vanuit een andere personeelsformatie. Bij ontstentenis, de rangschikking van de kandidaten voor de bevordering door verhoging in graad vanuit een andere personeelsformatie. De secretaris-generaal deelt de rangschikking aan de regering mee »;

2° § 2, lid 1, wordt vervangen door volgend lid :

« Voor de staffuncties in de rang A5 stelt het directiecomité, uitgebreid met de ambtenaar-generaal van rang A3 onder wie de in te vullen betrekking valt, een voorlopig voorstel van rangschikking van de kandidaten voor de mutatie in dezelfde personeelsformatie vast. Bij gebreke van kandidaten stelt het een voorlopig voorstel van rangschikking van de kandidaten voor de bevordering door verhoging in graad in dezelfde personeelsformatie vast. Bij ontstentenis, een voorlopig voorstel van rangschikking van de kandidaten voor de mutatie vanuit een andere personeelsformatie. Bij ontstentenis, een voorlopig voorstel van rangschikking van de kandidaten voor de promotie door verhoging in graad vanuit een andere personeelsformatie. Het voorlopige voorstel van rangschikking wordt gemotiveerd. Daarvan wordt bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst kennis gegeven aan de kandidaten. ».

Art. 13. Artikel LI.TIII.CV.16 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 14. Artikel LI.TIII.CV.17 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. LI.TIII.CV.17. De secretaris-generaal stelt de rangschikking van de kandidaten voor de bevordering door overgang naar het hogere niveau vast en deelt die mee aan de regering. ».

Art. 15. In artikel LI.TIII.CVIII.1, lid 1, van hetzelfde besluit worden de woorden « op verzoek van de ambtenaar » ingevoegd tussen de woorden « De mutatie » en « is de overgang ».

Art. 16. Artikel LI.TIII.CVIII.2 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. LI.TIII.CVIII.2. § 1. De bepalingen van artikel LI.TIII.CV.6bis gelden voor de mutatieprocedure bedoeld bij dit hoofdstuk.

§ 2. Deze paragraaf geldt niet voor de mutatie in de betrekkingen van directeur en de staffuncties in de rang A5.

Indien er sociale of familiale redenen ingeroepen worden door de ambtenaar wordt hij door de sociale dienst gehoord. Hij kan zich laten bijstaan door de persoon van zijn keuze. De sociale dienst brengt een gemotiveerd advies uit ter attentie van de secretaris-generaal, binnen de maand van het verzoek. De ambtenaar wiens redenen als gegronde erkend zijn, krijgt voorrang.

Bij meervoudige kandidaturen voor dezelfde betrekking wordt de mutatie toegewezen aan de ambtenaar met de hoogste rang die de oudste ancienniteit aantoont.

Lid 3 geldt eveneens tussen kandidaten wier sociale of familiale redenen als gegronde erkend zijn. ».

Art. 17. Artikel LI.TIII.CVIII.3, lid 1, van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgend lid :

« Art. LI.TIII.CVIII.3. De secretaris-generaal stelt de rangschikking vast van de kandidaten voor de mutatie in de wervingsbetrekkingen en deelt die mee aan de regering. ».

Art. 18. Er wordt in Boek I, Titel III, van hetzelfde besluit een hoofdstuk IXbis, luidend als volgt, ingevoegd :

« Hoofdstuk IXbis. - Mutatie van ambtswege in het belang van de dienst

Art. LI.TIII.CIXbis. 1. De mutatie van ambtswege in het belang van de dienst is de overgang van een ambtenaar van een betrekking van een pool in een betrekking van hetzelfde niveau en hetzelfde beroep in een andere pool van dezelfde personeelsformatie of van een verschillende personeelsformatie.

De mutatie van ambtswege in het belang van de dienst naar een stafffunctie gebeurt vanuit een betrekking van dezelfde rang en hetzelfde beroep. De mutatie van ambtswege in het belang van de dienst vanuit een stafffunctie gebeurt naar een andere stafffunctie van dezelfde rang en hetzelfde beroep.

Art. LI.TIII.CIXbis. 2. De mutatie van ambtswege in het belang van de dienst die geen verandering van administratieve standplaats teweegbrengt, behoeft de instemming van de ambtenaar niet. Laatstgenoemde kan evenwel zijn standpunt geldend maken voor de mutatie van ambtswege in het belang van de dienst.

De mutatie van ambtswege in het belang van de dienst die een verandering van administratieve standplaats teweegbrengt, behoeft de instemming van de ambtenaar.

Art. LI.TIII.CIXbis. 3. De mutatie van ambtswege in het belang van de dienst wordt door de regering of de secretaris-generaal besloten na gunstig advies van de betrokken directeurs-generaal al naar gelang beide betrekkingen al dan niet deel uitmaken van dezelfde personeelsformatie. ».

Art. 19. Het opschrift van hoofdstuk X van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgend opschrift :

« Hoofdstuk X - Reaffectatie ».

Art. 20. In artikel LI.TIII.CX.1, lid 1, van hetzelfde besluit worden de woorden « de mutatie » vervangen door de woorden « de reaffectatie ».

Art. 21. In artikel LI.TXV.CII.6, § 3, van hetzelfde besluit, wordt de tweede volzin opgeheven.

Art. 22. In artikel LI.TXVI.2 van hetzelfde besluit wordt er een punt 1° bis, luidend als volgt, ingevoegd :

« 1° bis van titel III, hoofdstuk VII, Verandering van affectatie en hoofdstuk IXbis, Mutatie van ambtswege in het belang van de dienst ». ».

Art. 23. Een artikel LI.TXVII.CII.2bis, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Art. LI.TXVII.CII.2bis. § 1. Een openstaande betrekking van wetenschappelijk directeur wordt achtereenvolgens ingevuld bij :

1° affectatie van een ambtenaar die de graad van wetenschappelijk directeur bezit en wiens laatste evaluatie bij beëindiging van het mandaat gewag maakt van de vermelding « gunstig » en die niet aangewezen wordt voor een nieuw mandaat;

2° affectatie van een ambtenaar die de graad van wetenschappelijk attaché bezat voor zijn bevordering naar de graad van adviseur, wiens laatste evaluatie bij beëindiging van het mandaat gewag maakt van de vermelding « gunstig », die niet aangewezen wordt voor een nieuw mandaat en die de voorwaarde vervult bedoeld in artikel LI.TXVII.CII.6, 5°;

3° mutatie op verzoek van een ambtenaar van dezelfde graad die deel uitmaakt van de personeelsformatie waar de betrekking vacant is;

4° bevordering door verhoging in graad van een ambtenaar die deel uitmaakt van de personeelsformatie waar de betrekking vacant is;

5° mutatie op verzoek van een ambtenaar van dezelfde graad die niet deel uitmaakt van de personeelsformatie waar de betrekking vacant is;

6° bevordering door verhoging in graad van een ambtenaar die niet deel uitmaakt van de personeelsformatie waar de betrekking vacant is.

Indien er een betrekking evenwel door mutatie van diens titularis vrijkomt, wordt zij onmiddellijk ingevuld overeenkomstig lid 1, 4°.

§ 2. Een openstaande betrekking van wetenschappelijk attaché wordt achtereenvolgens ingevuld bij :

1° mutatie op verzoek van een ambtenaar van dezelfde graad die deel uitmaakt van de personeelsformatie waar de betrekking vacant is;

2° mutatie op verzoek van een ambtenaar van dezelfde graad die niet deel uitmaakt van de personeelsformatie waar de betrekking vacant is;

3° werving. ».

Art. 24. Artikel LI.TXVII.CII.7 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. LI.TXVII.CII.7. De bepalingen van artikel LI.TIII.CV.6bis gelden voor de mutatie- en bevorderingsprocedures bedoeld bij deze titel. ».

Art. 25. Artikel LI.TXVII.CII.8 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. LI.TXVII.CII.8. Het voorstel van het directiecomité wordt vastgesteld overeenkomstig artikel LI.TIII.CV.9 na advies van de betrokken wetenschappelijke jury's. ».

Art. 26. Artikel LI.TXVII.CII.9 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. LI.TXVII.CII.9. De rangschikking van de secretaris-generaal wordt vastgesteld overeenkomstig artikel LI.TIII.CVIII.3 na advies van de betrokken wetenschappelijke jury's. ».

Art. 27. Artikel LI.TXVII.CII.10 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. LI.TXVII.CII.10. De artikelen LI.TIII.CIX.1 en 2 gelden voor de omwisseling van de wetenschappelijke attachés. Het advies van de betrokken wetenschappelijke jury's is evenwel vereist. »

Art. 28. Een artikel LI.TXVII.CII.10bis, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Art. LI.TXVII.CII.10bis. De artikelen LI.TIII.CIXbis.1 en 2 gelden voor de mutatie van ambtswege in het belang van de dienst van de wetenschappelijke attachés en wetenschappelijke directeurs.

Het advies van de betrokken wetenschappelijke jury's is evenwel vereist. ».

Art. 29. In artikel LI.TXVIII.CI.2 van hetzelfde besluit worden de woorden « zondag of wettelijke feestdag » vervangen door de woorden « een zondag, een wettelijke feestdag, 27 september, 2 november, 15 november of 26 december ».

Art. 30. Artikel LI.TXVIII.CIII.3, § 2, 1°, 3°, 4° en 6° van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 31. In artikel LII.CVIII.3, § 2, worden de woorden « Voor de eerste toekenning van de mandaten » vervangen door de woorden « Zolang het eerste managementbrevet bedoeld in artikel LII.CII.4 niet afgeleverd is ».

Art. 32. In bijlage II van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de derde kolom van de tabel van afdeling I wordt de opsomming als volgt aangevuld :

« 92. domaniaal bosarbeider »;

2° de eerste volzin van afdeling II wordt vervangen door volgende volzin :

« De basisproef of -proeven hebben als doel voor elk beroep volgende vaardigheden geheel of gedeeltelijk te evalueren ».

Art. 33. De bijlagen V, VII, VIII en IX worden opgeheven.

Art. 34. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op de maand waarin het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt, artikel 21 uitgezonderd dat uitwerking heeft vanaf 1 juli 2004.

Art. 35. De minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 15 april 2005.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ph. COURARD

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2005 — 1025

[2005/201160]

1^{er} MARS 2005. — Arrêté ministériel portant transfert de crédits entre les programmes 02, 03 et 04 de la division organique 12 et le programme 06 de la division organique 30 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2005

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, notamment l'article 12 tel que modifié par l'article 4 de la loi du 19 juillet 1996;

Vu le décret du 22 décembre 2004 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2005, notamment l'article 38;

Vu la circulaire du 18 janvier 2001 relative à la gestion administrative des programmes cofinancés par les Fonds européens en Région wallonne, particulièrement son point III, 2, 4^e alinéa;

Considérant la nécessité de transférer des crédits d'engagement et d'ordonnancement aux allocations de base 01.03 et 01.04 du programme 02 de la division organique 12, des crédits d'engagement et d'ordonnancement aux allocations de base 01.03 et 01.04 du programme 03 de la même division organique et des crédits d'ordonnancement aux allocations de base 01.01 et 01.02 du programme 04 de la même division organique du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2004, afin de rencontrer les décisions du Gouvernement wallon des 11 janvier 2001, 12 avril 2001, 3 mai 2001, 19 juillet 2001, 2, 8 et 16 mai 2002, 13 juin 2002, 18 juillet 2002, 10 octobre 2002, 7 novembre 2002, 12 décembre 2002, 15 et 22 mai 2003, 12 juin 2003, 10 et 24 juillet 2003, 4 décembre 2003, 01 et 29 avril 2004 et 27 mai 2004 dans le cadre des Objectifs 1, 2 et 3, Urban II, Interreg III A et Programme régional d'Actions innovatrices, à savoir, les dossiers suivants (intitulés et codifications des projets cofinancés) :

Phasing out de l'Objectif 1;

Axe 2 : Polariser la croissance par l'économie de la connaissance;

Mesure 2.3 : Valorisation des pôles d'excellence technologique et mise en réseau des compétences;

Intitulés et codifications des projets;

CETIC;

E P1A 1 20300 0075 F;

E P1A 1 20300 0076 F;

E P1A 1 20300 0072 F;

E P1A 1 20300 0070 F;

E P1A 1 20300 0071 F;

E P1A 1 20300 0073 F;

E P1A 1 20300 0074 F;

MATERIA NOVA;

E P1B 1 20300 0086 F;

E P1B 1 20300 0085 F;

E P1B 1 20300 0087 F;